

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/TE/W/15
17 octobre 2002

(02-5629)

Comité du commerce et de l'environnement
Session extraordinaire

Original: anglais

AEM: ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS ET STATUT D'OBSERVATEUR

Communication des Communautés européennes

Paragraphe 31 ii)

I. INTRODUCTION

1. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 5 de la première contribution des CE (TN/TE/W/1) concernant les éléments commerce et environnement du Programme de Doha pour le développement, les CE considèrent que le paragraphe 31 ii) constitue une partie importante du mandat et s'efforcent de trouver une issue positive. Nous estimons que le débat sur le paragraphe 31 ii) doit être organisé d'une manière qui permette aux Secrétariats des AEM et au PNUE d'apporter une contribution en temps voulu et complète.

2. Cela semble en fait être un élément du Programme de Doha pour le développement au sujet duquel il serait raisonnable de s'efforcer de prendre des décisions avant la prochaine réunion ministérielle de l'OMC. Depuis Doha, le Sommet mondial pour le développement durable a renforcé le consensus qui s'était dégagé sur la nécessité de *favoriser le soutien mutuel du système commercial multilatéral et des accords environnementaux multilatéraux, qui soit compatible avec les objectifs en matière de développement durable, afin d'appuyer le programme de travail convenu à travers l'OMC, tout en reconnaissant l'importance qu'il y a à maintenir l'intégrité des deux ensembles d'instruments*. Transformer ce consensus en décisions fermes de l'OMC à la première occasion enverra à la société civile et à d'autres observateurs un signal positif et nécessaire qui leur indique que le lien entre le commerce et l'environnement est étudié de près.

3. À Doha, les Ministres sont convenus de ce qui suit:

Afin de renforcer le soutien mutuel du commerce et de l'environnement, nous convenons de négociations, sans préjuger de leur résultat, concernant:

ii) des procédures d'échange de renseignements régulier entre les Secrétariats des AEM et les Comités de l'OMC pertinents, ainsi que les critères pour l'octroi du statut d'observateur.

4. Le paragraphe 31 ii) du Programme de Doha pour le développement contient deux éléments différents – mais étroitement liés – pour les prochaines négociations. Le premier, qui a trait aux procédures d'échange de renseignements régulier entre les Secrétariats des AEM et les Comités de l'OMC pertinents, devrait être considéré comme étant complémentaire du second, qui concerne les critères pour l'octroi du statut d'observateur, les deux visant à conférer aux Secrétariats des AEM le statut et le rôle qu'ils méritent compte tenu de l'interface croissante entre le commerce et l'environnement et, en particulier, entre les AEM et les règles de l'OMC.

5. À cet effet, les CE accueillent avec satisfaction la communication des États-Unis (TN/TE/W/5), le document du Secrétariat de l'OMC intitulé "*Modes de coopération et d'échange de renseignements existant entre le PNUE/les AEM et l'OMC*" (TN/TE/S/2) et la contribution du PNUE communiquée à la session ordinaire de juin du CCE (WT/CTE/W/213). Elles partagent également le désir exprimé par le PNUE de commencer à réfléchir à l'opportunité et à l'efficacité des systèmes d'échange mis en place à ce jour.

II. PROCÉDURES D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS RÉGULIER ENTRE LES SECRÉTARIATS DES AEM ET LES COMITÉS DE L'OMC PERTINENTS

6. Comme il a déjà été mentionné, le CCE a, dans le passé, tenu plusieurs séances d'information avec les Secrétariats d'un grand nombre d'AEM sélectionnés, principalement afin d'informer les Membres de l'OMC des faits récents liés au commerce intervenus dans le cadre de ces AEM et de procéder à un échange de vues sur ces faits récents. Pour plus de commodité, nous nous référerons à ces AEM comme étant les AEM "clés". Plusieurs documents ont été présentés par ces secrétariats et rassemblés par le Secrétariat de l'OMC. Bien qu'il convienne de faire observer que les discussions n'ont pas *a priori* abouti à des résultats concrets et mesurables, ces séances se sont néanmoins révélées utiles et constructives en ce qu'elles ont permis aux représentants chargés des questions commerciales de bénéficier d'un flux d'informations précieux sur les activités liées au commerce menées dans le cadre des AEM dans le contexte de l'OMC, ce qui en était en fait le principal objet. Il conviendrait également d'y voir un flux dans les deux sens, car ce flux contribue aussi à sensibiliser les Secrétariats des AEM aux questions et préoccupations traitées dans le cadre de l'OMC.

7. Les CE considèrent que l'interface entre l'OMC et les Secrétariats des AEM devrait aller au-delà d'un simple échange de renseignements, sans véritable structure ni suivi. Ces séances d'échange de renseignements devraient maintenant devenir un élément formel des travaux de l'OMC et, par voie de conséquence, être officiellement institutionnalisées, comme les réunions du CCE en session ordinaire. Il pourrait également y avoir des réunions informelles dans les cas où il est souhaitable que la participation d'organisations ne bénéficiant pas du statut d'observateurs soit plus large. Mais à part cela l'échange de renseignements peut devenir un élément régulier des travaux ordinaires du CCE.

8. Les séances d'échange de renseignements devraient continuer de faire office d'instruments d'information et de sensibilisation dans les deux sens. Elles devraient constituer des cadres pour débattre des questions découlant du Programme de Doha pour le développement, des programmes de travail successifs de l'OMC et de la mise en œuvre des Accords de l'OMC existants qui ont une incidence directe sur les AEM et leurs objectifs. En ce qui concerne le Programme de Doha pour le développement, tant le paragraphe 33 (assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine du commerce et de l'environnement) que le paragraphe 37 (transfert de technologie) constituent de bons exemples, étant donné que plusieurs AEM comportent effectivement une très importante composante assistance technique et transfert de technologie (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Convention de Bâle, Protocole de Montréal ...). Ces séances d'échange de renseignements devraient continuer à avoir lieu au CCE, mais d'autres Comités de l'OMC pertinents devraient également être encouragés à organiser de telles séances d'information.

9. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 6 de la Déclaration de Doha, l'objectif du développement durable est un engagement primordial commun de la part des Membres de l'OMC. En conséquence, le transfert de technologies respectueuses de l'environnement mérite de faire l'objet d'une attention spéciale. Cette question est également de nature à avoir un effet d'entraînement par rapport au paragraphe 31 iii), qui traite de la réduction ou de l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires visant les biens et services environnementaux. Les séances d'échange de renseignements devraient aussi rester des cadres importants où devraient être débattues les questions liées au commerce qui se font jour dans le domaine d'activité sur lequel portent les AEM.

10. Afin de maximiser l'utilité de ces séances et de les rendre aussi concrètes que possible, chacune d'elles pourrait être consacrée i) à un ou plusieurs sujets qui auraient été clairement définis au préalable (par exemple transfert de technologie, assistance technique, règlement des différends et mise en conformité, utilisation optimale d'instruments économiques, traitement spécial et différencié en faveur des PMA) et qui auraient été proposés par le Secrétariat de l'OMC, après consultation des Secrétariats des AEM et du PNUE, et ii) à toute question liée à l'OMC entrant dans le mandat du CCE qui a une incidence sur les AEM. Toute question liée au commerce qui serait mentionnée dans le contexte des travaux relatifs à un AEM devrait être examinée lors de ces séances (par exemple notification au Comité OTC). Les Membres de l'OMC pourraient apporter à la présidence des contributions qui permettent de tenir une liste de questions d'actualité. Des exposés oraux pourraient être faits par les Membres de l'OMC, les Secrétariats des AEM, le Secrétariat de l'OMC et le PNUE. Les institutions et les ONG ayant des compétences dans le domaine à l'examen pourraient aussi être invitées à faire des exposés. Des rapports résumés de chaque séance devraient être établis par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et transmis à d'autres Comités de l'OMC pertinents. Ces séances devraient avoir lieu deux fois par an.

11. Un élément important de cet échange de renseignements devrait être que, conformément à la pratique antérieure, les Secrétariats d'AEM qui ne sont pas encore entrés en vigueur soient également invités.

12. Lors des sessions des Conférences des Parties (COP) aux AEM, l'OMC devrait être plus visible et des activités parallèles devraient être systématiquement organisées en marge de la COP afin de permettre un échange de vues sur les programmes de travail en cours et les questions d'intérêt commun. Le Secrétariat devrait évaluer les incidences sur les ressources de l'exécution effective d'un tel mandat et informer les Membres.

13. Les séminaires régionaux de l'OMC sur le commerce et l'environnement pourraient représenter un complément intéressant des réunions plus formelles qui se tiennent à Genève. D'autres OIG, telles que le PNUE, l'ONUDI et la CNUCED, devraient également être invitées. Les Secrétariats de certains AEM ont été invités, conjointement avec le PNUE¹, au dernier séminaire régional de l'OMC de ce genre (Sainte-Lucie), qui a été très bien accueilli et qui a manifestement contribué à rapprocher les communautés commerciales et écologiques aux niveaux national et régional. Les CE devraient par conséquent encourager vivement l'OMC à les inviter de manière plus systématique.

14. Un autre élément important de ce processus d'échange de renseignements pourrait être la tenue d'une base de données électronique sur le site Web de l'OMC dont elle ferait partie et qui permettrait de télécharger les documents pertinents sur le commerce et l'environnement (pas uniquement ceux de l'OMC) et d'identifier les liens avec d'autres sites Web pertinents, en particulier ceux du PNUE et des Secrétariats des AEM.

III. STATUT D'OBSERVATEUR

15. Le présent document n'a pas pour objet de traiter la question plus générale du statut d'observateur, que ce soit auprès des organes de l'OMC ou auprès des organes de négociation issus du Programme de Doha pour le développement, qui est actuellement examinée par le Conseil général et le Comité des négociations commerciales. Les CE font cependant observer que le paragraphe 31 ii) du Programme de Doha pour le développement donne pour mandat spécifique aux Membres de l'OMC de s'occuper du statut d'observateur des Secrétariats des AEM auprès de l'OMC. Sans

¹ Le PNUE est toujours invité et est effectivement présent, par suite de l'arrangement de coopération qu'il a signé à Seattle avec l'OMC.

préjudice de la solution définitive à cet égard, les CE souscrivent à l'idée selon laquelle, en attendant une décision définitive d'accorder le statut d'observateur, le CCE en session extraordinaire devrait, dans l'intervalle, adresser une invitation ponctuelle à assister à ses sessions normales et extraordinaires au PNUE et aux Secrétariats d'AEM qui avaient précédemment participé aux séances d'information sur les AEM.

16. *"Renforcer le soutien mutuel du commerce et de l'environnement"* est un objectif stratégique qui devrait être l'objet d'une ambition politique élevée. Il faudra mettre en place des mécanismes si nous voulons que les paroles se transforment en actes. Les CE considèrent que si les Ministres nous ont donné pour instruction d'élaborer des critères pour l'octroi aux Secrétariats des AEM du statut d'observateur auprès des Comités de l'OMC pertinents, il est explicite que les Secrétariats des AEM devraient, de prime abord, être considérés différemment d'autres OIG.

17. Le paragraphe 1 de l'annexe 3 des Règlements intérieurs des sessions de la Conférence ministérielle et des réunions du Conseil général (WT/L/161) dispose que *"le but du statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales auprès de l'OMC est de permettre à celles-ci de suivre les discussions portant sur des questions qui les intéressent directement"*. Le paragraphe 2 de la même annexe dispose également qu'*"en conséquence, les demandes de statut d'observateur seront examinées si elles émanent d'organisations qui ont une compétence et un intérêt direct dans les questions de politique commerciale, ou qui, ... ont des fonctions en rapport avec celles de l'OMC"*.

18. Compte tenu, d'une part, de l'objectif légitime consistant à renforcer le soutien mutuel du commerce et de l'environnement et, d'autre part, de ce qu'est la situation actuelle telle qu'elle est décrite à l'annexe 3 des Règlements intérieurs, les CE considèrent que, eu égard à la contribution qu'ils peuvent apporter à l'exécution du mandat du CCE, il conviendrait d'accorder aux Secrétariats des AEM le statut d'observateur tant aux sessions ordinaires qu'aux sessions extraordinaires.

19. Il nous faut examiner la situation actuelle en ce qui concerne la participation des Secrétariats des AEM aux Comités de l'OMC pertinents. On trouvera des renseignements dans le document WT/CTE/W/41/Rev.8. Au CCE, les Secrétariats des quatre AEM indiqués ci-après ainsi que le PNUE bénéficient du statut d'observateur: la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La demande présentée par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) est en instance. Pour d'autres Comités de l'OMC, la demande du PNUE est en instance pour le Conseil général et le Conseil des ADPIC et celle du secrétariat de la CDB est en instance pour le Comité de l'agriculture et le Conseil des ADPIC.

20. En ce qui concerne le CCE, les CE proposent que les Secrétariats de tous les AEM "clés" qui ont participé aux précédentes séances d'information se voient accorder le statut d'observateur auprès du CCE à la fois aux sessions ordinaires et aux sessions extraordinaires. Cela représenterait environ 13 AEM (voir le document TN/TE/S/2, paragraphe 11), les Protocoles de Carthagène et de Kyoto relevant, respectivement, de la CDB et de la CCNUCC. Ces AEM comportent tous une composante commerce, ainsi qu'il est indiqué dans la "Matrice" élaborée par le Secrétariat de l'OMC (WT/CTE/W/160/Rev.1) et on peut considérer que leurs Secrétariats ont une "compétence" et un "intérêt direct" dans les questions de politique commerciale.

21. Pour ce qui est des demandes de statut d'observateur auprès du CCE présentées par les Secrétariats d'autres AEM ou des demandes de statut d'observateur auprès d'autres Comités de l'OMC présentées par les Secrétariats des AEM clés, nous proposons également qu'il y ait une forte présomption en faveur de décisions positives rapides de leur accorder le statut d'observateur. Nous

demandons que la présidence interroge les Secrétariats des AEM "clés" actuels afin de savoir quel intérêt ils portent à d'autres Comités. Nous suggérons que se tienne en décembre une session informelle du CCE en session extraordinaire pour débattre des résultats de ces consultations en la présence des Secrétariats de ces AEM. Nous envisageons que, parmi les Comités les plus pertinents, figurent à tout le moins des organes tels que le Comité OTC, le Comité SPS, le Comité du commerce et du développement, le Conseil des ADPIC ou le Comité de l'agriculture.

22. La décision d'accorder le statut d'observateur devrait cependant être prise formellement par chaque Comité de l'OMC qui aura reçu une telle demande. La présomption positive devrait être sans préjudice de la situation concernant les règles et la pratique générales de l'OMC en matière de statut d'observateur. S'il se pose des problèmes de mise en œuvre, les présidences du Conseil général, du CCE et de l'autre Comité en question devraient procéder à des consultations pour régler les questions.

23. Un élément très important à prendre en considération est la participation du PNUE aux Comités de l'OMC pertinents, étant donné que son statut d'observateur auprès du CCE est déjà en vigueur. Le PNUE a joué et joue encore un rôle très important dans le contexte des travaux du CCE. La collaboration entre l'OMC et le PNUE a été officialisée par l'arrangement de coopération conclu à Seattle en novembre 1999. À ce sujet, il convient également de rappeler que nos Ministres à Doha "[se sont] félicit[és] de la coopération suivie de l'OMC avec le PNUE et les autres organisations ... intergouvernementales".

24. Depuis 1999, le PNUE a organisé plusieurs réunions, qui ont coïncidé avec celles du CCE, sur diverses questions liées au commerce et à l'environnement et il a participé activement aux séminaires régionaux sur le commerce et l'environnement organisés par le Secrétariat de l'OMC dans les pays en développement et les pays à économie en transition.

25. Au vu de tous ces éléments, les CE sont pleinement favorables à l'octroi au PNUE du statut d'observateur auprès de ceux des Comités de l'OMC dont il considère qu'ils sont "pertinents" pour ses travaux, et en particulier le Comité du commerce et du développement, ce qui tient compte de l'importance accordée aux liens entre le commerce, l'environnement et le développement lors du Sommet mondial sur le développement durable. Nous demandons que la présidence procède à des consultations avec le PNUE en vue de savoir quels sont les besoins du PNUE tels qu'il les perçoit.

IV. CONCLUSION

26. Les CE souhaitent que les négociations relatives au paragraphe 31 ii) aboutissent et considèrent que pour atteindre l'objectif consistant à renforcer le soutien mutuel du commerce et de l'environnement, qui a été approuvé par les Ministres à Doha, il conviendrait tout d'abord d'assurer la représentation appropriée des Secrétariats des AEM au CCE et dans les Comités de l'OMC pertinents.

27. Les CE sont favorables à ce qu'il soit fait droit à la demande de statut d'observateur auprès du CCE présentée par les Secrétariats des AEM "clés", parce que nous considérons qu'ils ont une compétence et un intérêt direct dans les questions de politique commerciale. En ce qui concerne les demandes de statut d'observateur auprès du CCE présentées par les Secrétariats d'autres AEM ou les demandes de statut d'observateur auprès d'autres Comités de l'OMC présentées par les Secrétariats des AEM "clés", il devrait y avoir une forte présomption en faveur d'une décision rapide de leur accorder le statut d'observateur.

28. Les CE souscrivent à l'idée selon laquelle le CCE en session extraordinaire devrait immédiatement adresser une invitation ponctuelle à assister à ses sessions normales et extraordinaires au PNUE et aux Secrétariats d'AEM qui ont précédemment participé aux séances d'information sur les AEM.

29. Les CE sont favorables à l'octroi au PNUE du statut d'observateur auprès des Comités de l'OMC qu'il juge pertinents, conformément à l'arrangement de coopération signé à Seattle.

30. Les séances d'échange de renseignements devraient devenir un élément formel des travaux de l'OMC. Elles devraient être institutionnalisées et aller au-delà d'un simple échange de renseignements, avec une véritable structure et un suivi.

31. Enfin et surtout, l'OMC devrait aussi être plus visible aux Conférences des Parties aux AEM, étant donné que tant les négociateurs dans le domaine du commerce que ceux dans le domaine de l'environnement doivent comprendre et prendre en compte les contraintes, qu'elles soient positives ou négatives, que chaque régime respectif impose à l'autre, si l'on veut faire apparaître des synergies et éviter des frictions au niveau de l'interface entre l'OMC et les Secrétariats des AEM.
